

## Agricultures : gouverner, c'est pleuvoir

Jean Semal

Jean Semal  
Rédacteur en chef

**G**ouverner, c'est pleuvoir. Cette maxime de Lyautey illustre la situation des régions du globe mal desservies en or bleu, qui dépendent des aléas climatiques dans la conduite de leurs affaires. Cette considération souligne la nécessité de prendre en compte la diversité des systèmes et des filières agricoles de par le monde, alors que la mondialisation sauvage, qu'elle soit politique, économique ou financière, a une propension à gommer, sinon à nier les différences entre écosystèmes et composantes culturelles des sociétés.

À la prise en charge consciente des réalités multiples, la globalisation préfère faire croire à une homogénéité virtuelle. Mais faire croire qu'il pleut alors que le soleil rougeoit dans un ciel serein ne rencontre nullement les besoins des agricultures pluviales. Quel est dès lors le mode de gestion adéquat de la biosphère globalisée ?

À cet égard, il n'est question aujourd'hui que de « bonne gouvernance ». Ce concept, certes « *fashionable* », mérite cependant d'être décortiqué en ses contours et ses détours, afin de préciser en quoi il répond à des besoins spécifiques. Car comme l'affirmait récemment un Commissaire européen, il n'est de bonne gouvernance qu'en fonction d'un projet. D'où la nécessité de confronter les projets et leurs objectifs affichés, avec les conséquences effectives de leur mise en oeuvre. S'agissant des *Cahiers Agricultures*, le projet se base sur les fondements conceptuels et opérationnels de la Francophonie, appliqués à la mise en valeur systémique de la biosphère. Et ceci dans le respect de

l'autonomie responsable des acteurs et des opérateurs en matière d'enseignement, de recherche, dans le respect des diversités culturelles, environnementales et socio-économiques. Il convient dès lors d'analyser comment cette approche propre à la Francophonie s'articule par rapport aux paradigmes uniformisants de la globalisation virtuelle imposée par la bulle financière mondialisée.

### État des lieux : le règne des incertitudes

Après un siècle de croissance ininterrompue des savoirs, les risques d'erreur, d'illusion et de manipulations scientifiques sont toujours présents. Le rythme soutenu des découvertes et des applications, la vitesse des changements et des échanges aboutissent à un manque de recul et à un déficit de perspectives dans l'évaluation et la contextualisation des processus. Vérifier la réalité d'un fait, le bien-fondé d'une thèse, la pertinence d'une affirmation, la crédibilité d'une prévision sont toujours aussi nécessaires qu'autrefois. C'est que toute communication est une construction dans laquelle la subjectivité et l'imaginaire ont joué un rôle. D'où la nécessité d'une capacité critique, tant vis-à-vis des situations que des opérateurs.

Nous sommes plongés dans un contexte de paradigmes axiomatiques qui préten-

dent prescrire la norme pour l'ensemble de la planète, avec des moyens de propagande et de pression d'une puissance inouïe.

Ces doctrine régnautes, qui reposent le plus souvent sur de simples idées reçues couplées à des concepts virtuels à la mode, imposent comme évidence les bienfaits inéluctables et durables de la marchandisation à outrance, de l'ultra-compétitivité dans la production et de l'uniformité dans la consommation.

Et ceci au profit exclusif d'une bulle financière insatiable, en recherche de rente maximale, quelles qu'en soient les conséquences. Cette économie de casino est incompatible avec l'exercice des agricultures et menace de ruiner des décennies d'efforts dans la construction d'un monde solidaire. Nous voici loin de l'universalité fondée sur le partenariat polycentrique et multilingue, prôné par la Francophonie dans le respect des spécificités culturelles des partenaires. Par ailleurs, les opérateurs économiques ont instauré l'« instant » comme unité de temps, façonnant l'événement imprévisible qui se démarque de la simple extrapolation des modèles mathématiques. Certes l'incertitude peut être féconde en termes de créativité, dans l'élaboration d'un futur qui dépasse la simple loterie pour accéder à des constructions dignes d'un esprit humain entreprenant. Mais qui dit avancée dans l'inconnu dit aussi prise de risques, parfois inconsidérés. Il faudra donc associer audace et précaution, en sachant que, en agricultures, on ne peut faire fi du caractère renouvelable des ressources productives ni échapper aux dangers inconnus. Et c'est ici que, se distanciant de la cyberéconomie et de la cyberfinance, devrait s'affirmer le rôle de la puissance publique dans la régulation du bien commun. Car des centaines millions d'êtres humains pratiquent des agricultures qui directement ou indirectement, conditionnent leur subsistance quotidienne, à des années-lumière des *junk-bonds* et autres *stock options*. Quel serait leur devenir dans un monde gadgetisé et marchandisé à l'extrême, avare de réflexions et de perspectives à long terme ?

Plutôt que la soumission à un désordre établi, déclaré immanent, s'impose la recherche d'une nouvelle synergie entre science et société, afin de conférer à leur interaction la capacité de gérer l'avenir de façon consciente et conséquente.

## La gestion du risque : de Carthage à Cartagène

La gestion des risques biologiques dans des environnements ouverts est complexe et les rapports de causalité y sont souvent difficiles à établir. D'où les divergences d'appréciation selon la position des observateurs. Les scientifiques, qui œuvrent le plus souvent dans des milieux confinés et contrôlés, ne mesurent pas toujours les problèmes liés à la transposition pratique de leurs découvertes, tandis que le monde profane se focalise volontiers sur les dangers potentiels y afférant : l'assurance, voire la certitude des uns s'oppose à la (trop) prudente réserve des autres.

En recherche publique, c'est classiquement l'évaluation par les pairs qui fait office de régulateur. Mais qu'en est-il dans le domaine des sciences privées, œuvrant dans un secret imposé par l'état de concurrence ?

Comment dès lors faire la balance entre les risques et bénéfices d'une application scientifique sur base de données fragmentaires qu'il a fallu interpréter avant de les rendre publiques ? Comment évaluer les risques biologiques dans des environnements différents ? Comment apprécier leurs connotations sociologiques et éthiques ?

Pour Caton, exhibant devant le Sénat romain une figue fraîche provenant de Carthage, la proximité du risque punique commandait d'en éliminer la cause.

Autres temps, autre lieu, autres mœurs, la ville balnéaire colombienne de Cartagène donnant son nom au protocole sur la biosécurité, adopté à Montréal par 128 délégations en janvier 2000, sera devenue symbole d'une prise de conscience planétaire de la nécessité d'une biogouvernance mondialisée.

## La globalisation

Le rapport entre le tout et les parties, entre le global et le local, entre le privé et le public, entre le particulier et l'universel est prégnant dans toutes les disciplines dans le monde entier. C'est dire que le dialogue et l'échange seront indispensables à la recherche de communautés d'intérêt.

Heureusement, la confusion entre les fins et les moyens semble s'essouffler. L'espace public, réduit à un rôle de caisse de résonance et de dispensaire socio-économique d'urgence, retrouve des capacités de distanciation par rapport à l'immédiateté et de réflexion quant aux rapports entre science universelle et sociétés locales.

Établir les connexions, croiser les processus, développer des modes opératoires appropriés aux populations et aux territoires redevient une préoccupation des instances internationales.

Ceci exige un discernement qui, dans le passé, a parfois manqué aux experts, riches certes en savoirs accumulés, mais peu enclins à les confronter aux réalités quotidiennes. Un moment, on a cru pouvoir contenir le flou et le circonstanciel en manipulant le concept de « certitude statistique », mais il a fallu déchanter, car la nature est friande d'exceptions ponctuelles aux certitudes probabilistes. Dès lors, le discernement apparaît comme un art éclairant la conscience individuelle dans sa compréhension des phénomènes et dans ses prises de décision. C'est pourquoi les options citoyennes ne se contentent pas de la logique formelle ni de l'analyse scientifique de pointe. L'expérience, l'éducation, la culture, l'échange nourrissent légitimement la réflexion et l'évaluation. Dès lors, les prétentions outrancières des technostuctures triomphantes, répercutées par les médias, laissent le profane perplexe et méfiant dans sa recherche d'une vie viable et vivable.

La langue porteuse de sens, jouera ici un rôle de régulation grâce aux nuances qu'elle est capable d'exprimer et l'on prendra garde à cet égard aux traductions approximatives ou carrément perverses. Comme le disait Fujimori Fujimori, ex-président déchu du Pérou et par ailleurs ancien recteur de l'Université agraire de La Molina, « je parle espagnol, mais mes silences sont japonais ».

## Stratégies et stratagèmes dans l'espace public

Dans un climat où la technoscience agit comme moteur principal de l'activité novatrice, les pouvoirs économiques et financiers valorisent les nouveaux pro-

duits sans contraintes et sans justifications, en utilisant la compétition exacerbée et les tactiques procédurières comme substituts d'une saine émulation. Devant cette puissance privée transnationale, les pouvoirs politiques ont une propension au désengagement vis-à-vis de responsabilités qui sont cependant d'intérêt collectif. Dès lors, comme l'avancée des performances technologique ne s'arrêtera pas de si tôt, la puissance publique en sera le plus souvent réduite à lisser les conséquences négatives des initiatives privées, tout en acclimatant les populations aux contraintes liées aux changements brutaux qui s'opèrent.

Mais la confiance populaire en un tel système s'érode et la saga de la vache folle a révélé, en Europe, toute la panoplie des dysfonctionnements possibles en matière d'évaluation des risques, de fiabilité des expertises, de conflits d'intérêt, de répression des fraudes et de respect des réglementations.

Ceci pose la question de l'expertise fiable et crédible, indépendante des intérêts contradictoires, soucieuse de sa responsabilité sociétale, capable de prendre du recul sans céder à la soumission, à la résignation ou à la concussion. Parfaitement au fait des problèmes et des techniques, ses opérateurs seront à même de confronter et d'échanger leurs compétences et leurs expériences afin de produire de l'information criblée et validée, capable d'éclairer les décisions d'ordre public.

En matière de prévention des risques, l'application du principe de précaution fait l'objet de querelles sémantiques qui souvent recouvrent des divergences d'intérêt. Le public attend généralement que l'on prouve le risque nul, ce qui

n'est pas réalisable. Par contre, certains partisans inconditionnels des bionouveautés exigent la preuve « scientifique » de relations causales avant la prise de mesures de précaution, ce qui est irresponsable.

Dès lors, la biovigilance et l'assurance qualité devront être appelés à la cause. Dans leur mise en œuvre, la compétence et l'intégrité personnelle des acteurs, si elles sont indispensables, ne garantiront pas la fiabilité des systèmes de gestion et de contrôle s'il n'y a pas intéressement des filières et dialogue avec des observateurs critiques.

Pour le surplus, les impacts des nouvelles applications de la science sur la santé, le travail, la culture, les biocénoses, et la biosécurité, doivent être pris en compte et le rôle régulateur de la puissance publique, garante du bien commun, devra s'affirmer en la circonstance. Il faudra inventer à cet effet, un espace public ouvert et fonctionnel, au sein duquel les autorités expriment leurs fonctions normatives, tandis que les citoyens concourent par le débat à la formation de la volonté générale, tout en exerçant leurs prérogatives culturelles et socio-économiques.

Dans le cas de l'encéphalite spongiforme bovine, la réticence des consommateurs, les soubresauts des décisions officielles, la désorganisation des filières et la sanction des marchés ont mis en évidence la nécessité d'observatoires permanents et d'organes de contrôle qui soient à la fois proactifs et crédibles. La césure entre théorie normative et réalité vécue requiert à cet égard de pouvoir puiser l'expertise dans un vivier de compétences sensibilisées à la responsabilité sociétale.

Ceci suppose un renforcement des structures de recherche publiques ou organisées par des fondations indépendantes. À cet égard, les 78 Instituts Max Planck, principaux opérateurs de la recherche fondamentale en Allemagne, se sont distancés récemment de la recherche appliquée, tout en resserrant les liens interdisciplinaires entre leurs 3 000 chercheurs et en développant des collaborations plus poussées avec les universités et centres de recherche des autres pays. Ce frémissement dans la redistribution des tâches et des responsabilités, devrait être suivi avec intérêt par la communauté scientifique. On peut y voir en effet les prémices d'une remise en perspective des fonctions respectives de la science, de la technologie, du marché et de la puissance publique.

Dans une culture mondialisée, dominée par la nouveauté à tout prix, alimentée par l'aspiration à consommer des expériences toujours renouvelées, excitées par la promesse d'inventions toujours plus déroutantes, tout retour en arrière paraît vain, tandis que le futur est fondamentalement imprévisible.

L'essentiel cependant est que la poudre aux yeux du « *bioquick* » ne paralyse pas notre réflexion, n'altère pas notre compréhension et n'aveugle pas notre jugement.

Faute de quoi, selon la formule de Boris Vian, nous en serions réduits à filer à toutes jambes vers notre avenir, de manière telle que la poussière produite par notre course nous cache le présent ■

Jean Semal